

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 02/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC Aulnay

4 rue Pierre Fixot
93600 Aulnay-sous-Bois

Code AIOT : 0006523200

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/04/2023 dans l'établissement CHIMIREC Aulnay implanté 4 rue Pierre Fixot 93600 Aulnay-sous-Bois. L'inspection a été annoncée le 09/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site Chimirec d'Aulnay-sous-Bois est entré en exploitation en octobre 2022. Comme prévu au plan pluri-annuel de contrôle de l'inspection des installations classées, défini dans la note ministérielle du 24/11/2016, il a été programmé une visite dans la première année d'exploitation du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC Aulnay
- 4 rue Pierre Fixot 93600 Aulnay-sous-Bois
- Code AIOT : 0006523200
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Chimirec d'Aulnay regroupe, trie et traite des déchets dangereux et non-dangereux. Il héberge les activités auparavant exploitées sur le site historique de Dugny, aujourd'hui à l'arrêt.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des installations	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 1.3	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositions constructives – tenue au feu	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 8.3.1.2	Sans objet
3	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 8.4.2	Sans objet
4	Vérification des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 8.7.2	Sans objet
5	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 8.4.5	Sans objet
6	Portail radioactivité	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 9.1.6	Sans objet
7	Traçabilité	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 5.1.5	Sans objet
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 3.3	Sans objet
9	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 4.4.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est neuf, propre, et bien tenu.

La mise en exploitation des installations a donné lieu à quelques ajustements par rapport au dossier présenté, qui doivent être portées à la connaissance du préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Conformité au dossier de demande d'autorisation
Prescription contrôlée : Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que les informations sont conformes aux plans contenus dans le dossier de demande d'autorisation, à l'exception des aménagements de bennes en zone D. Le dossier prévoyait la présence d'une benne de 70 m ³ , avec 2 bennes de 30 m ³ . Lors de la visite, il a été constaté que cette zone contenait 3 bennes de 70 m ³ . <u>Ce point constitue un écart :</u> l'exploitant doit porter à la connaissance du préfet cette modification de son exploitation en justifiant que le risque reste contenu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Dispositions constructives – tenue au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 8.3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Résistance au feu de la structure
Prescription contrôlée : Afin de limiter le risque d'incendie généralisée, des parois séparatives de caractéristique REI120 (coupe-feu 2 heures) sont mises en place : entre chaque zone d'exploitation, entre le local maintenance et le reste de la zone d'exploitation des déchets non-dangereux (zone F) entre les locaux du personnel et la zone de gestion des contenants vides (zone G), entre le bloc de bureaux et le reste de la zone de réception des déchets conditionnés (zone A), en façade, sur les côtés des rétentions de cuves vrac de la zone B, sur la longueur de la rétention des cuves solvants et huiles usagées, côté zone de déconditionnement, entre les deux halls de la zone C.
Constats : L'exploitant a présenté une attestation de non-ruine en chaîne (strudal, 12/07/2022) ainsi que l'attestation de stabilité au feu et tenue au feu de la structure (strudal, 18/08/2022). Ce point n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre le risque incendie
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'exploitant a présenté les rapports de contrôle réalisés par Dekra : Q18 du 10/02/2023 et rapport du 02/01/2023. Ce point n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 8.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre le risque incendie
Prescription contrôlée : Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous : Extincteur - Annuelle

Robinetts d'incendie armés (RIA) - Annuelle Postes incendie additivés (PIA) - Annuelle Systèmes d'extinction automatique - Semestrielle Installation de détection incendie - Semestrielle Installations de désenfumage - Annuelle Portes coupe-feu - Annuelle
Constats : L'exploitant a présenté les rapports de contrôle suivants : Extincteurs : 20/10/2022 par sicali, attestation de mise en place R4 RIA : AAI le 04/11/2022 PIA : AAI essais le 29/08/2022 Sprinklage : émulseurs AAI le 22/08/2022 – attestation de bonne installation du 17/08/2022 – motopompes vérifiées le 09/01/2023 SSI : bon d'intervention présenté du 17/03 et 13/04, certificat N7 envoyé à la suite de la visite Désenfumage : attestation de bon fonctionnement du 09/08/2022 Portes coupe-feu : PV de réception du 22 avril 2022 Ce point n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 8.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre le risque incendie
Prescription contrôlée : Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de vérification initiale, réalisée le 20/07/2022 par Socotec. Le rapport mentionne quelques réserves dont la levée est suivie directement par le siège du groupe. Ce rapport n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Portail radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 9.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification du portail de détection de radioactivité
Prescription contrôlée : La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement par un organisme dûment habilité. La périodicité retenue par l'exploitant doit

être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.
Constats : L'exploitant a transmis à la suite de la visite les PV de test et mise en service du matériel (certificats de contrôle des boîtiers et fascicule de contrôle). Ce point n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 5.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de suivi des déchets sortants
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.
Constats : Le registre déchets a été présenté par l'exploitant (format numérique). Les informations attendues sont présentes, à l'exception de quelques codes déchets (huiles moteur vrac). Les bordereaux de suivi sont réalisés à 100 % avec l'outil Track Déchets. Ce point n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser, dans un délai de 6 mois après la mise en service, à ses frais, des mesures des niveaux d'émission.
Constats : L'émissaire E4 n'est pas encore en place au jour de la visite (travaux en cours pour le CSE, la zone n'est pas encore en exploitation). Le premier rapport d'analyse pour les émissaires E1 + E2, et l'émissaire E3, a été réalisé le 02/05/2023 et tous les paramètres analysés sont conformes. Ce point n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2023, article 4.4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux pluviales respectent les valeurs fixées dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié : pH : Intervalle 5,5 – 8,5 DBO5 : 100 mg/L DCO : 300 mg/L MES : 100 mg/L Hydrocarbures totaux : 10 mg/L Chrome et ses composés (en Cr) : 0,1 mg/L Plomb et ses composés (en Pb) : 0,1 mg/L Manganèse et ses composés (en Mn) : 1 mg/L Etain et ses composés (en Sn) : 2 mg/L Fer, aluminium et composés (en Fe+Al) : 5 mg/L Cuivre et ses composés (en Cu) : 0,25 mg/L Nickel et ses composés (en Ni) : 0,2 mg/L Zinc et composés (en Zn) : 2 mg/L
Constats : Les analyses des rejets aqueux sont effectués par Cereco. Rapport d'analyse des rejets du 13/06/2023 : les résultats sont conformes. Rapport d'analyse des rejets du 30/06/2023, transmis post-visite : le prélèvement réalisé sur le bassin dépasse le pH attendu. La cause identifiée est la stagnation d'un fond d'eau dans le bassin, dans lequel a été prélevé l'échantillon. Les prochaines mesures sont prévues fin septembre 2023. Ce point n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet